

L'abandon de la monnaie unique, prôné par Marine Le Pen, pave la voie à une attaque spéculative contre le franc

Le retour au franc, promesse de perte de souveraineté

Paradoxe

Pendant des années, François Ecalle a décortiqué à la Cour des comptes les documents budgétaires du ministère des Finances. Il anime depuis un an fipeco.fr, un site pédagogique entièrement dédié au décryptage des finances publiques. Dans une note qu'il publie ce mercredi, et que l'Opinion dévoile, il passe au grill le cadrage budgétaire de la candidate FN et décrypte les conséquences d'une sortie de l'euro.

Raphaël Legendre

GRAND SPÉCIALISTE FRANÇAIS des finances publiques, François Ecalle publie sur son site fipeco.fr une analyse du cadrage budgétaire de Marine Le Pen, en revenant notamment sur l'idée d'une double monnaie avec, d'un côté, un nouveau franc pour les ménages, les artisans et les TPE/PME et, de l'autre, le maintien de la monnaie commune pour les grands groupes exportateurs.

Une mesure que les soutiens de Marine Le Pen défendent régulièrement en prenant l'exemple de l'ECU qui, pendant des années, a coexisté avec les monnaies nationales du Vieux Continent. Sauf que, rappelle François Ecalle, l'ECU « n'avait cours légal dans aucun pays. Cette unité de compte servait seulement à mesurer


les recettes et dépenses du budget communautaire ». En réalité, « il ne peut y avoir durablement deux monnaies légales dans un pays avec des parités flexibles car les ménages et entreprises essayent alors tous de se faire payer dans la "bonne monnaie", celle qui ne sera pas dépréciée, et de la garder, explique François Ecalle. La "mauvaise monnaie" se déprécie alors automatiquement et finit par disparaître car personne n'en veut. Cette évolution pénalise lourdement ceux qui sont obligés d'accepter la "mauvaise monnaie". »

À court terme, le nouveau franc, dévalué d'environ 20% par rapport à l'euro, entraînerait un creusement du déficit commercial. L'effet positif sur les exportations serait plus long à se faire sentir que la hausse du prix des produits importés, qui se transmettrait très vite aux prix à la consommation.

Rigueur budgétaire. Par ailleurs, si la planche à billets peut permettre de doper la compétitivité des entreprises à court terme, ce levier monétaire ne fonctionne qu'accompagné de politiques de rigueur budgétaire. À défaut, c'est la promesse d'une inflation galopante et de la désertion des prêteurs. Or Marine Le Pen prévoit plus de 250 milliards de dépenses supplémentaires sur le quinquennat. Sauf si la candidate annonce très rapidement, comme en 1982, un tournant de la rigueur, le nouveau franc sera immédiatement attaqué.

« Pour contrer une forte spéculation à la baisse de la monnaie nationale, il faut relever les taux d'intérêt jusqu'à des niveaux insoutenables pour l'économie nationale », prévient François Ecalle. Exemple : la banque centrale de Suède, au début des années 1990, a dû porter ses taux d'intérêt « à plus de 500% en équivalent annuel pour défendre sa monnaie, sans aucun succès ». De plus, « une banque centrale ne peut soutenir seule sa monnaie contre une spéculation à la baisse. Elle doit être aidée par la banque centrale du pays dont la monnaie s'apprécie », rappelle le magistrat financier.

On touche ici les limites du raisonnement de Marine Le Pen. Abandonner l'euro fragiliserait la France, qui devrait demander le soutien... de la Banque centrale européenne (BCE). Alors que dans la configuration actuelle, l'Allemagne a été mise en minorité à plusieurs reprises au sein du conseil de la BCE. Au final, « rétablir une monnaie nationale entraînerait une perte de souveraineté », conclut François Ecalle. L'exact contraire de la promesse de Marine Le Pen.

@LEGENRA 



SIPA PRESS

Le projet de Marine Le Pen de revenir au franc inquiète nombre de spécialistes.